

DOSSIER DE PRESSE

Un an après le tsunami

Bilan des actions menées par les associations partenaires du CCFD

Inde - Indonésie - Sri Lanka - Thaïlande

Novembre 2005



COMITE CATHOLIQUE CONTRE LA FAIM ET POUR LE DEVELOPPEMENT
4, rue Jean Lantier - 75001 PARIS - www.ccfid.asso.fr

Après le tsunami, le CCFD a renforcé son soutien à ses partenaires locaux engagés auprès des populations touchées par la catastrophe, dans une perspective de reconstruction équitable et durable.

S O M M A I R E

Bilan financier et axes d'intervention

L'action menée sur le terrain

■ **Inde**

Soutenir les mouvements Dalits pour une reconstruction équitable et une société plus juste

■ **Indonésie**

Reconstruire une société de paix

■ **Sri Lanka**

Dépasser les tensions communautaires pour respecter la dignité de tous

■ **Thaïlande**

Agir aux côtés des oubliés de l'aide et pour la protection de l'environnement

Tableau récapitulatif de l'engagement

« Les leçons d'une catastrophe », éditorial de X. Lamblin

Le CCFD : 45 ans au service du développement

Depuis 45 ans, le CCFD apporte son soutien à des associations locales porteuses de projets de développement à long terme. Il n'a ni mission à l'étranger, ni personnel expatrié.

Bilan financier et axes d'intervention

Le CCFD, Comité catholique contre la faim et pour le développement, a collecté 2 233 000 € et consacré à ce jour 1 317 795 € pour appuyer 19 organisations locales* dans leur travail en faveur des populations victimes du tsunami en Inde, Indonésie, Sri Lanka et Thaïlande / Birmanie. Ces partenaires locaux, habitués à travailler avec les populations et à négocier avec les autorités locales, auront été tout au long de l'année 2005 les mieux placés pour identifier les besoins réels des populations. Ils ont adapté leur travail aux contextes locaux au cours des différentes phases qui se sont succédées.

■ Dans l'urgence, la mobilisation des associations locales partenaires

35 organisations locales parmi des associations soutenues par le CCFD en Asie du Sud et du Sud-Est se sont immédiatement mobilisées, de leur propre initiative, pour venir en aide aux victimes et assurer le respect de leur dignité. Dès les trois premières semaines 371 668 € ont été engagés pour répondre à la demande d'une dizaine d'entre elles.

■ Dans la réhabilitation, priorité aux plus vulnérables

Après l'urgence, le CCFD a consacré 946 127 € pour soutenir le travail de 19 organisations partenaires dans la phase de réhabilitation. Ces dernières sont intervenues en priorité auprès des groupes les plus vulnérables :

- les Intouchables (Dalits) en Inde,
- les immigrés birmans en Thaïlande,
- les communautés tamoules et musulmanes au Sri Lanka,
- les petits paysans et pêcheurs artisans dans les différents pays, notamment en Indonésie,
- les femmes et les enfants sont dans tous les pays l'objet d'une attention particulière.

■ Pour une répartition équitable de l'aide et un développement sur le long terme

Pour que la reconstruction ne se fasse pas aux dépens des populations, l'action des ONG locales de développement est cruciale. Elles seules peuvent se battre pour défendre les droits des populations fragilisées par le tsunami, promouvoir une reconstruction participative et le renforcement de la société civile. A ce titre, elles mènent de nombreuses actions de lobbying auprès des autorités.

Elles s'attachent à :

- la relance d'activités économiques durables pour les paysans, pêcheurs et petits commerçants,
- la reprise d'activités éducatives pour les enfants, traumatisés par la vie dans les camps de déplacés,
- la préservation de l'environnement côtier (mangroves...), vital pour la protection contre les catastrophes naturelles, mais menacé par le développement industriel et touristique incontrôlé,
- la réinstallation des communautés sur les côtes quand elles le désirent.

*Depuis 45 ans, le CCFD apporte son soutien à des associations locales porteuses de projets de développement à long terme. Il n'a ni mission à l'étranger, ni personnel expatrié.

I N D E

Soutenir les mouvements Dalits
pour une reconstruction équitable et une société plus juste



En Inde, le CCFD soutient différents mouvements de défense des droits des Dalits (« les opprimés ») dont certains travaillaient déjà auprès des communautés vivant en bord de mer dans le Tamil Nadu. Ces mouvements se sont donc naturellement mobilisés auprès des victimes du tsunami au lendemain de la catastrophe, notamment après avoir constaté les discriminations exercées par les castes dominantes, les représentants officiels en charge de l'aide ou les acteurs sociaux envers les Dalits.

Depuis 45 ans, le CCFD apporte son soutien à des associations locales porteuses de projets de développement à long terme. Il n'a ni mission à l'étranger, ni personnel expatrié.

■ **Se coordonner face à l'urgence**

Les partenaires du CCFD qui se sont impliqués dans les opérations d'urgence au Tamil Nadu ont immédiatement rejoint la coordination d'ONG « Tsunami Relief and Rehabilitation Coordination for Tamil Nadu and Pondicherry » (TRRC), coordonnée par People's Watch, autre partenaire du CCFD.

Après avoir mené des actions d'urgence (distribution de nourriture, d'équipements de première nécessité, assistance médicale, etc.), ces associations se sont investies dans un travail de fond pour la relance des activités économiques, le suivi psychologique post-traumatique, le soutien à l'éducation des enfants, la reconstruction de logements endommagés...

■ **Se mobiliser pour une répartition équitable de l'aide**

Tous les partenaires du CCFD impliqués dans la reconstruction au Tamil Nadu sont aussi particulièrement mobilisés pour favoriser un accès équitable à l'aide. Les manifestations, les grèves de la faim et les conférences publiques forcent progressivement les autorités à reconnaître que les pêcheurs n'ont pas été les seules victimes du tsunami. Le 30 août 2005, nos partenaires HRFDL*, NCDHR* et DLRF* ont organisé une conférence pour dénoncer les discriminations subies par les communautés Dalits du Tamil Nadu dans la répartition de l'aide. Une déclaration officielle faisant état des violations de la Constitution indienne mais aussi de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme a été publiée, demandant officiellement au gouvernement du Tamil Nadu de prendre des mesures immédiates afin d'éliminer toute forme de discrimination dans la reconstruction post tsunami.

■ **Reconstruire autrement une société plus juste**

Dans la reconstruction, ces associations ne souhaitent pas retrouver la situation injuste qui prévalait avant le tsunami. Ils se saisissent de l'opportunité pour rebâtir une société plus juste et équitable.

- AREDS confie à des groupes de femmes la propriété des 500 bateaux qu'il fournit à 2 000 familles de Nagapattinam, Thiruvallur et Kanyakumari. Ainsi, elles peuvent tirer un revenu de leur location aux pêcheurs. Les femmes sont également propriétaires, seules ou conjointement avec leurs maris, des terrains sur lesquels sont reconstruits des logements permanents.

- HRFDL, réseau d'ONG dalits, s'est organisé avec quatre de ses partenaires, pour la relance d'activités économiques, la lutte pour des habitats dignes et l'accès à la propriété pour les Dalits du Tamil Nadu.

- IRDS s'appuie sur la menace d'éviction des terres côtières qui concerne à la fois les Dalits et les pêcheurs pour rapprocher ces communautés et même collaborer au-delà des conflits qui les opposent.

* Ces sigles sont ceux des coordinations d'associations dalits oeuvrant pour la défense de leurs droits

I N D O N E S I E

Reconstruire une société de paix



Aceh a été la zone la plus affectée par le tsunami. Dans cette province déchirée par près de 30 ans de conflit armé et restée sous administration militaire jusqu'au tsunami, nos partenaires indonésiens travaillent avec les familles déplacées pour qu'elles retrouvent les attributs d'une vie normale par la relance des activités économiques, l'éducation et la consolidation de la paix dans la province. La reconstruction est ainsi l'occasion de dynamiser la société civile naissante à Aceh.

Depuis 45 ans, le CCFD apporte son soutien à des associations locales porteuses de projets de développement à long terme. Il n'a ni mission à l'étranger, ni personnel expatrié.

■ **Reconstruire à partir de zéro en aidant les pêcheurs et les agriculteurs**

Après l'urgence médicale et alimentaire, la priorité pour nos partenaires à Aceh est de permettre aux populations déplacées, vivant encore en majorité dans des baraquements temporaires, de retrouver un logement et de reprendre une activité économique :

- la reconstruction de maisons, une fois les problèmes administratifs et politiques liés à la propriété du foncier résolus,
- la relance de l'agriculture avec les premières récoltes de pastèque, une spécialité d'Aceh, en octobre 2005,
- la réparation et la distribution de bateaux et de filets de pêche avec la participation active des bénéficiaires afin d'assurer l'adaptation des navires à la mer et aux techniques de pêche locales,
- La mise à disposition de crédits pour refonder un tissu économique de petits métiers de transformation (séchage, salage, etc.), de fabrication (artisanat, tissus, etc.) et de commercialisation.

■ **Proposer aux enfants une scolarisation adaptée au contexte**

Nos partenaires se mobilisent également auprès des enfants :

- animations para-scolaires ou ludiques dans les camps quand les enfants ne peuvent pas être re-scolarisés
- soutien financier à la rescolarisation des enfants
- organisation de formations professionnelles pour les jeunes (mécanique, conduite, boulangerie)

FPUB* assure, avec un réseau local, la médiation entre les familles de déplacées et les pensionnats confessionnels traditionnels d'Aceh, afin que les enfants retrouvent de bonnes conditions de vie et d'études dans un lieu qui soit un repère culturel et religieux stable.

■ **Ancrer la paix au niveau local**

FPUB, avec son réseau local, encourage le dialogue social en organisant des réunions entre les différents acteurs des communautés affectées par le tsunami. Pour notre partenaire, c'est au niveau le plus local que l'accord du 15 août entre les rebelles du GAM et le gouvernement indonésien doit être consolidé. La promotion de la paix passe également par la promotion d'un dialogue inter-religieux pour favoriser l'ouverture religieuse et culturelle d'Aceh.

■ **Soutenir le développement de la société civile acihaise**

A Aceh, tous nos partenaires travaillent avec des organisations acihaises, qui seules peuvent garantir la confiance et la participation de la population aux différents projets, tant le contexte religieux et culturel de la province est spécifique. La reconstruction est en effet une opportunité de soutenir le renforcement de la société civile acihaise, asphyxiée par de longues années d'état d'urgence et de loi martiale. L'accord de paix et l'ouverture de la province à l'extérieur, donnent aux organisations et mouvements locaux une marge d'action et d'expression qui leur permet d'acquérir de l'expérience dans la gestion de projets de reconstruction et de développement, condition nécessaire à la défense des intérêts des populations et de la démocratie.

JRS fournit ainsi un appui technique au suivi de projets de reconstruction à des organisations locales, et FSPI soutient le renforcement institutionnel de Permata, mouvement paysan acihais membre de FSPI et associé à ses projets de reconstruction.

***Le coordinateur de FPUB sera présent le 8 décembre à la conférence de presse du CCFD**

S R I L A N K A

Dépasser les tensions communautaires
pour respecter la dignité de tous



Dans ce pays déchiré par les tensions entre Cinghalais, Tamouls et Musulmans, Human Development Organisation (HDO), une ONG de développement oeuvrant pour la défense des droits humains, la paix et la justice sociale, s'est mobilisée auprès des communautés tamoules et musulmanes dans les zones délaissées par l'aide gouvernementale au Nord et à l'Est du pays. Jouissant d'une neutralité de par ses origines indiennes, elle réclame la reconnaissance et la participation active des ONG locales au processus de reconstruction.

Depuis 45 ans, le CCFD apporte son soutien à des associations locales porteuses de projets de développement à long terme. Il n'a ni mission à l'étranger, ni personnel expatrié.

■ **Reconstruire pour les communautés victimes de discriminations**

Dès le 26 décembre 2004, ayant déjà mené des opérations humanitaires dans le sud du pays en 2003-2004, a distribué les produits de première nécessité autour de Batticaloa dans le district de l'Est. Aujourd'hui, elle soutient les populations du district d'Ampara vivant encore dans les camps provisoires sans aucune source de revenus ni soutien de l'Etat. Grâce au relais d'une organisation partenaire, elle travaille également dans le Nord à Jaffna.

HDO a lancé un programme de réhabilitation en réponse aux besoins exprimés par les communautés affectées. Avec le soutien de cette ONG, ces dernières pilotent elles-mêmes les projets mis en place :

- la création d'activités économiques solidaires pour les femmes
- la relance de la pêche avec la réparation de bateaux et filets et l'animation des coopératives
- la construction et l'animation de centres de loisirs et de crèches pour les enfants.

Par ailleurs, HDO a organisé à Colombo fin août 2005 une consultation nationale publique des victimes du tsunami pour dénoncer les discriminations dans la réhabilitation envers les populations tamoules. Les victimes ont pu ainsi exprimer aux autorités publiques leur vision pour une reconstruction plus juste.

■ **Promouvoir le dialogue pour une reconstruction dans la paix**

De par ses origines du sud de l'Inde, HDO se positionne comme un intervenant neutre, accepté à la fois par l'armée sri lankaise et par les membres du mouvement séparatiste LTTE (à Ampara, l'association est composée de salariés Tamouls, Musulmans et Cinghalais). Par cette position médiane, HDO est reconnue dans la sphère politique et sociale :

- elle a été officiellement désignée pour participer au suivi des élections présidentielles du 17 novembre 2005.
- elle a été sollicitée par le secrétaire du district d'Ampara pour construire des maisons permanentes sur des terrains attribués aux familles affectées.
- elle mène des activités de lobbying pour la défense des droits des victimes en collaboration avec différents groupes de la société civile locale et avec IMADR*.

■ **Contre la mise à l'écart des ONG locales dans la reconstruction**

HDO milite pour que les ONG internationales et les autorités associent les ONG locales aux décisions relatives à la reconstruction. Elles sont en effet en lien direct avec les populations et les autorités locales des zones affectées. Par ailleurs, ce processus permettrait le renforcement des capacités organisationnelles locales sur le long terme.

Ainsi en mai dernier, lors du forum de développement organisé par le gouvernement sri lankais, HDO a signé avec 199 autres organisations locales du Sri Lanka la « Déclaration de la société civile » pour dénoncer leur mise à l'écart du forum et a proposé la mise en place de réunions régulières pour faire le point sur les progrès dans la reconstruction.

*International Movement Against All form of Discrimination and Racism

T H A I L A N D E

Agir aux côtés des oubliés de l'aide
et pour la protection de l'environnement



Si le gouvernement thaïlandais a rapidement réagi pour faire face aux dégâts causés par le tsunami, notamment en venant en aide aux touristes étrangers, les travailleurs birmans et les petits pêcheurs du Sud, en majorité musulmans, ont été oubliés. C'est avec ces groupes que travaillent en priorité nos partenaires sur place : le Tsunami Action Group, Spirit in Education Movement et Yadfon, cette dernière organisation étant spécialisée dans la protection de l'environnement et la défense de la pêche artisanale.

Depuis 45 ans, le CCFD apporte son soutien à des associations locales porteuses de projets de développement à long terme. Il n'a ni mission à l'étranger, ni personnel expatrié.

■ **Se regrouper pour aider les travailleurs birmans et défendre leurs droits**

Plus de 60 000 travailleurs birmans résident officiellement dans la province de Phang Nga et n'ont pour la plupart pas bénéficié de l'aide du gouvernement ni des autres ONG. Ces migrants qui travaillaient sur les plantations d'hévéas ou les chantiers de construction vivaient en bord de mer dans des habitations insalubres. Ils se retrouvent sans bien et sans logement après la catastrophe.

7 ONG thaïes, travaillant de longue date avec ces communautés, ont coordonné leurs actions au sein du TAG* (Tsunami Action Group) : le TAG les a aidé dans la phase d'urgence et leur a proposé un accompagnement juridique, notamment pour récupérer des documents officiels. La dénonciation des violations de droits fondamentaux par le TAG a en outre permis de faire connaître la situation des immigrés birmans auprès du public thaï et d'obtenir des avancées concrètes pour leurs conditions de vie. Des abris temporaires, des crèches, des écoles primaires ont été construits à proximité de leurs lieux de travail. Les ONG mènent également des campagnes d'éducation à la santé et prennent en charge les frais médicaux. Une des organisations du TAG travaille sur le développement de relations respectueuses et équitables entre les employeurs thaïes et leurs travailleurs birmans sur les chantiers de construction.

■ **Renforcer les communautés migrantes par un programme de soutien spirituel**

A la demande du TAG, Spirit in Education Movement (SEM) a envoyé des moines bouddhistes birmans à Khao Lak pour animer un programme de soutien spirituel et de renforcement des communautés migrantes victimes du tsunami. Pour ces familles déracinées, l'organisation de funérailles, l'écoute proposée par les bonzes et la pratique religieuse collective permettent de dépasser le traumatisme du tsunami et de la vie en exil et de recréer une cohésion sociale. Cette action est complétée par la création de groupes d'épargne collective et la dispense des cours de langue (thaï, anglaise, birmane).

■ **Accompagner les petits pêcheurs et restaurer la mangrove**

Dans la province de Trang, la mangrove a considérablement amorti la violence du tsunami et relativement épargné cette zone. Depuis 20 ans, Yadfon, ONG environnementale, accompagne des communautés de petits pêcheurs musulmans dans la protection des forêts de mangrove et le développement de techniques de pêche respectueuses des espèces marines tout en améliorant la sécurité alimentaire des familles.

Suite au tsunami, les pêcheurs ont perdu leur logement et leur matériel de pêche. Pour permettre à ces familles, peu soutenues par le gouvernement, de retrouver rapidement une activité économique, Yadfon s'investit dans la réhabilitation (réparation des bateaux, distribution de matériel de pêche, organisation d'activités génératrices de revenus) et la protection de l'environnement (restauration et conservation des ressources naturelles côtières), notamment en aidant les villageois à obtenir le droit à la gestion communautaire des forêts de mangrove.

■ **Défendre la pêche artisanale et promouvoir l'éco-tourisme**

Yadfon appuie aussi la pêche artisanale alors qu'après le tsunami, la pêche industrielle (élevages de crabes ou de crevettes) s'est considérablement développée. Yadfon mène enfin une réflexion sur l'éco-tourisme avec les villages intéressés par cette activité. Une alternative qui permettrait de répartir plus justement les revenus du tourisme confisqués par des promoteurs immobiliers prêts à forcer les communautés côtières à abandonner leurs lieux d'habitation.

***Le coordinateur du TAG sera présent le 8 décembre à la conférence de presse du CCFD**

Tableau récapitulatif de l'engagement

A ce jour, le CCFD a collecté 2 233 000 € pour venir en aide aux victimes du tsunami et dégagé 160 000 € de ses fonds propres. Il a consacré 1 317 795 € pour appuyer 19 organisations locales dans leur travail en faveur des populations victimes du tsunami en Inde, Indonésie, Sri Lanka et Thaïlande/Birmanie auquel s'ajoute 506 580 € de cofinancements (Fondation de France, CNOSF, Fondation Crédit Agricole, Collectivités Territoriales).

	Inde	Indonésie	Sri Lanka	Thaïlande/Birmanie
Projets financés sur fonds propres	697 263 €	448 000 €	89 332 €	83 200 €
Cofinancements	307 000 €	59 580 €	140 000 €	-
Partenaires soutenus	ASA, HRFDL, People's watch, IRDS, RDS, PAM, AREDS, MIJARC, WFFP	FSPI, Cinderalas, FPUB, JRS	HDO	Yadfon, TAG, SEM, Altsean Burma

Depuis 45 ans, le CCFD apporte son soutien à des associations locales porteuses de projets de développement à long terme. Il n'a ni mission à l'étranger, ni personnel expatrié.

Les leçons d'une catastrophe

éditorial de Xavier Lamblin, président du CCFD

dans Faim Développement Magazine, avril 2005

Dès le 27 décembre, le Ccfd lançait un appel à la générosité en faveur des victimes du tsunami qui venait de dévaster l'Asie du Sud et d'y semer la mort et la destruction. Un appel lancé dans l'urgence. C'est une démarche rare pour le Ccfd dont l'horizon, celui du développement, est habituellement la transformation progressive des réalités sociales.

Avons-nous cédé par opportunisme à la tentation de capter une part de ce formidable élan de générosité, quitte à susciter ensuite les actions et les interlocuteurs pour dépenser les sommes collectées ? Evidemment non.

Si nous avons pris part à cet appel, c'est d'abord parce que nos partenaires, dont l'urgence n'est pas non plus le rythme habituel de travail, ne pouvaient ne pas porter secours aux populations auprès desquelles ils agissent au quotidien et dont la vie était soudain bouleversée. Sans toit, sans ressources, dans la détresse totale, des centaines de milliers de personnes avaient besoin de toute la solidarité disposée à se manifester. Pour leur porter assistance avant qu'administrations locales et Ong internationales puissent se mettre au travail, les associations locales ont été les premières à s'organiser et à coordonner les actions. Nos partenaires ont engagé des fonds, certains de pouvoir compter sur la relation que nous entretenons. Devant un tel « coup dur », ils nous savaient, à juste titre, à leur côté.

Nous avons collecté plus de 2 millions d'euros. Environ 20 % de cette somme a été consacrée au financement des secours d'urgence. Le reste - et c'est, dès le premier jour, la raison de notre participation à cet appel à la générosité - est destiné à être engagé dans la durée pour la reconstruction.

Les enjeux de cette reconstruction sont apparus rapidement. Les plus pauvres, les marginalisés, les discriminés risquent d'être exclus des bénéficiaires de l'aide, ou de n'en percevoir que les miettes. D'une manière générale, les catégories économiquement, socialement, de peu de poids face à des intérêts mieux armés pour capter les montants disponibles pour réhabiliter les régions touchées, doivent être entendues, consultées, associées pour que l'après tsunami ne leur soit pas plus dur que l'avant. Pour que la multiplication d'élevages industriels de crevettes, de complexes touristiques... bâtis avec l'argent des donateurs privés et publics, n'achève de les reléguer un peu plus aux marges d'un pseudo-développement.

Concentrée dans le temps et dans l'étroite perspective de rebâtir en plus « moderne » ce que le tsunami a détruit, l'aide est porteuse de plus d'effets pervers que de bienfaits. C'est dans la durée et dans la perspective d'un développement durable et juste que nous entendons mettre en œuvre les fonds collectés. La connaissance des sociétés et la proximité avec les populations qu'ont les associations locales garantit une répartition de l'aide au bénéfice de ceux qui en ont le plus besoin. Tout comme l'anticipation de ce que peuvent être les effets non désirés d'une action a priori généreuse. Distribuer des bateaux de pêche au risque d'accélérer la raréfaction des ressources halieutiques et de créer, à moyen terme, du chômage, ce n'est pas l'aide la plus judicieuse.

La compassion est l'un des ressorts de la générosité. Mais elle ne prémunit pas contre les erreurs. Mieux vaut être à l'écoute des populations auxquelles l'aide est destinée, que leur situation transitoire de victimes ne rend pas inaptés à l'analyse de leurs propres besoins. Donner n'autorise aucune supériorité sur celui qui reçoit. Bien au contraire. Donner n'est pas qu'affaire de sentiment ou de coup de cœur, c'est la manifestation d'une nécessité permanente de la solidarité.

Il y a bien des leçons à tirer de cet épisode d'une intensité exceptionnelle. Nous y voyons la confirmation de nos intuitions fondatrices. Mais après quelques semaines, le vent de l'actualité a déjà relégué au second plan l'Asie du Sud et les populations attelées à rebâtir leur vie. Pour nous, pour nos partenaires, le travail ne fait que commencer. Comme il n'a jamais cessé pour nos partenaires de toutes les régions du monde qui ne renoncent pas à tenter chaque jour de bâtir un monde meilleur que la veille. Qu'au moins les leçons de cette catastrophe soient un peu entendues.

Le CCFD : 45 ans au service du développement

Créé en 1961, le CCFD (Comité catholique contre la faim et pour le développement), est la première ONG française de développement. Sa vocation est de soutenir les populations les plus pauvres, sur tous les continents, sans distinction de régime politique, ni de religion, dans les actions de développement qu'elles mettent elles-mêmes en œuvre et de sensibiliser l'opinion publique française à l'action internationale. Son expérience et son professionnalisme sont reconnus à l'échelle mondiale. Il est, à ce titre, régulièrement appelé à travailler avec des instances nationales et internationales comme l'Union européenne ou l'ONU.

■ Là-bas : être partenaire des acteurs locaux

La notion de partenariat revêt une importance capitale pour le CCFD. Pour réussir, toute action de développement doit impérativement reposer sur la mobilisation de compétences et d'acteurs locaux. Le CCFD intervient donc le plus souvent en tant qu'organisme de financement. Toutefois, au-delà de cette dimension il établit avec ses partenaires un dialogue fondé sur la confiance et la volonté commune de réussir.

En 40 ans, le CCFD a tissé un réseau dense de plusieurs centaines de partenaires dans le monde entier. Pour répondre aux nouveaux défis du développement, ceux-ci sont appelés de plus en plus souvent à partager leur expérience et leur savoir-faire afin de mettre au point des stratégies communes. Le choix d'un partenaire répond à des exigences précises. Le projet concerné doit ainsi concerner les plus démunis et répondre à un besoin réel ressenti par la population.

■ Ici : sensibiliser à la solidarité internationale

Pour bâtir un monde plus solidaire, certaines façons de voir et de penser doivent changer, là-bas comme ici. Faire évoluer les mentalités, favoriser la prise de conscience, informer l'opinion, sensibiliser les Français aux problèmes du développement, constituent le second volet prioritaire de la mission du CCFD. Pour cela, il s'appuie sur un réseau de 15 000 bénévoles organisé en 99 Comités diocésains et en 1 200 équipes locales.

Cet objectif se traduit par :

- l'engagement dans des campagnes d'opinion à large audience, avec d'autres associations de solidarité : la *Campagne française pour l'annulation de la dette des pays les plus pauvres*, les campagnes du collectif *De l'éthique sur l'étiquette*, la campagne *Mets la pression* pour l'augmentation de l'Aide publique au développement, à l'occasion des élections de 2002, la promotion du commerce équitable. Et cette année, la campagne « *2005 : plus d'excuses !* » mobilisation française dans le cadre de la campagne mondiale « *Action contre la pauvreté* ».

- la participation active aux grands événements nationaux et internationaux (Forum social mondial, Forum alternatif lors du G8, ou des conférences de l'OMC...) pour apporter des propositions alternatives ainsi que pour favoriser la prise de parole et l'implication directe des responsables associatifs du Sud et de l'Est qui viennent témoigner de leurs initiatives et de leur travail sur le long terme aux côtés des populations les plus pauvres du globe.

28 mouvements et services composent le CCFD

ACE (Action catholique des enfants), ACGF (Action catholique générale féminine), ACI (Action catholique des milieux indépendants), ACMEC (Action catholique des membres de l'enseignement chrétien), ACO (Action catholique ouvrière), CMR (Chrétiens dans le monde rural), Équipes enseignantes, JEC (Jeunesse étudiante chrétienne), Jeunesse mariale, JIC (Jeunesse indépendante chrétienne), JICF (Jeunesse indépendante chrétienne féminine), JOC -JOCF (Jeunesse ouvrière chrétienne), MCC (Mouvement chrétien des cadres et dirigeants), Mission étudiante catholique de France, MCR (Mouvement chrétien des retraités), MEJ (Mouvement eucharistique des jeunes), Mission de la mer, Mouvement du Nid, MRJC (Mouvement rural de jeunesse chrétienne), OPM (Coopération missionnaire), Pax Christi, Scouts et Guides de France, SGEC (Secrétariat général de l'Enseignement catholique), SNAEP (Secrétariat national des Aumôneries de l'Enseignement public), Société de Saint-Vincent-de-Paul, UNCEAS (Union nationale des centres d'études et d'actions sociales), VEA (Vivre ensemble l'Évangile aujourd'hui), Voir ensemble.